

# L'avenir de l'élevage en Corse est en question

Ce qui suit est le résultat d'un très bref diagnostic à base d'une dizaine d'entretiens téléphoniques réalisés en mars-mai 2024 auprès de personnes ressources des Chambres d'agriculture, de l'ODARC, de l'INRAE, du lycée agricole et du Centre de gestion. **La synthèse qui en est faite n'engage que son auteur, totalement étranger au sujet et aux intérêts en présence.**

**L'objectif de ce texte volontairement lapidaire n'est pas de documenter dans le détail le diagnostic complet de l'élevage en Corse.** Cela a déjà été fait à plusieurs reprises par de vrais spécialistes<sup>1</sup>. L'urgence commande de ne pas recommencer un nième débat qui repart des problèmes de fond et des événements conjoncturels, des handicaps et des erreurs, avec les reproches croisés et les récriminations, les déceptions, les divergences, les fragilités, maintes fois exprimées déjà. Ces préalables sont résumés ici dans l'objectif de ne pas y revenir à nouveau. On pourrait affiner, mais est-ce bien l'enjeu ? Au demeurant, s'il y a des différences de points de vue parmi ce qui a été entendu, il y a surtout **une profonde convergence sur l'urgence de la situation et la nécessité de changements radicaux pour sauver l'élevage en Corse.**

Le groupe de travail proposé par l'ODARC, la Chambre d'agriculture et l'INRAE n'a pas vocation à énoncer une fois de plus une grande stratégie sur le sujet. Cette ré-énonciation est toujours nécessaire : il y a des instances, des cadres, des règles et des moments pour cela. **L'objectif du groupe de travail est de faire avant octobre prochain quelques propositions immédiatement saisissables et activables.**

Quelques propositions réalistes et opérationnelles pour sauver l'élevage en Corse, qui ne vont certainement pas tout résoudre sur le fond, qui ne vont pas remplacer la nécessaire réorientation stratégique globale, mais qui vont s'efforcer de répondre à l'urgence tout en donnant des signaux courageux quant à la mutation à engager.

Ce travail se fera en seulement trois séquences :

- **Le 29 mai** pour faire émerger les propositions, les croiser, les agréger si nécessaire, débattre de celles qu'on pense pouvoir porter, bref : définir le champ des possibles.
- **Début juillet** pour reprendre une à une chacune les quelques propositions et les construire, les détailler, les rendre crédibles par les engagements et les moyens qu'elles impliquent.
- **En septembre** pour organiser leur portage, leur communication élargie, leur prise en charge par les partenaires de la démarche et au-delà, leurs prolongements possibles.

Le texte qui suit n'a donc d'intérêt que par les propositions pratiques et concrètes qu'il amènera le groupe à faire.

Martin VANIER  
Animateur de la démarche  
Coopérative conseil ACADIE

---

<sup>1</sup> **Chambre d'agriculture de Haute Corse, 2024.** Contribution au volet agricole du projet d'autonomie pour la Corse, 20 pages.

**Chambre d'agriculture de Corse, 2023.** Préparer l'agriculture corse aux défis de l'horizon 2040. Quinze propositions dans le cadre de la préparation de la LOA, 34 pages.

**Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, 2022.** La nouvelle politique agricole commune, application en Corse. CTOA du 12 décembre, 29 pages.

**Thibault H-L, 2015.** Mise en place d'un service d'action pastorale en Corse. Rapport n° 15021 du CGAER, 39 pages.

## On est à un point critique qui menace l'existence même de l'élevage en Corse

**Les faits sont graves** : recul de la part globale de l'élevage dans le chiffre d'affaire de l'agriculture corse, recul dominant de la productivité en viande comme en lait, recul de la rentabilité des élevages, recul des transmissions, augmentation (structurelle et conjoncturelle) des charges d'exploitation, augmentation de la dépendance (aux intrants importés, aux races importées, aux cours mondiaux), augmentation de la concurrence, augmentation des cessations et abandons d'activité.

**Les chocs climatiques et environnementaux accélèrent la dégradation de la situation** : l'eau manque, les problèmes sanitaires se multiplient, les bêtes, les hommes et les milieux souffrent, il n'y a plus d'équilibre bio-pastoral. Le système usé est en train de céder face aux nouvelles contraintes bioclimatiques et économiques.

**« Ça n'embraye pas »** : depuis des années, les diagnostics, les rapports, les plans stratégiques et les programmes de soutien public se multiplient mais ne permettent pas d'enclencher une réorientation de fond de l'ensemble du secteur.

**L'argent public engagé n'a pas corrigé les problèmes de fond**, parfois il les a juste déplacés, voire aggravés, ou étendus. **On n'évalue pas** sincèrement les résultats des interventions publiques, on ne tire pas les leçons de leurs difficultés voire échecs.

**Ovin, porcin, bovin, caprin : quatre problématiques spécifiques**, avec des sujets communs mais pas les mêmes problématiques.

- Ovin : des avancées déjà anciennes (en organisation, en viabilité), mais le secteur reste très vulnérable face à la montée des défis. L'ambition d'un élevage ovin intensif performant longtemps mis en avant est en panne : stagnation des performances, absence d'installations, diminution de la production, diminution des adhérents au schéma de sélection de la brebis corse.
- Porcin : tendance au forçage (des parcours qui s'épuisent, des bêtes nourris aux granulés, des produits transformés sur matière importée) parce que « tout se vend ».
- Bovin : extension de « l'élevage à primes », pas de filière, pas de culture productive, pas de valorisation.
- Caprin : peut-être le secteur qui s'en sort le mieux, mais suscite surtout le plus de soutiens et d'initiatives, mais on reste sur « l'homme filière » (transformation fermière) et il est très vulnérable face à la montée des défis. L'équation d'un élevage qui soit à la fois viable économiquement, vivable socialement et durable écologiquement n'est pas résolue et le pessimisme gagne.

**Tout n'est pas négatif partout, mais le découragement général** gagne, y compris celles et ceux qui ont entrepris des transformations courageuses. Le monde de l'élevage est en profonde dépression. Il y a urgence. Celles et ceux qui s'en sortent encore le font individuellement en se retirant de tout cadre stratégique commun.

## Les causes profondes de fragilité et de déclin sont diagnostiquées depuis très longtemps

**De moins en moins d'hommes et de femmes** s'engagent réellement dans les métiers d'éleveurs, de pasteurs, de bergers, vécus comme des archaïsmes incompatibles avec les modes de vie contemporains.

**La qualité socioprofessionnelle globale des éleveurs s'est dégradée depuis des années** et rend ce monde moins capable d'évoluer, de se remettre en question, de changer de modèles et de pratiques, de monter en compétences.

**La référence mythique au pastoralisme d'antan** sert de paravent à la médiocrité de larges pans de la profession et empêche de réinventer un pastoralisme moderne en montagne combiné à un élevage performant en plaine.

**Les modèles techniques de chacun des quatre domaines d'élevage ne se sont pas constitués**, on a bricolé, mais ça ne suffit plus avec la crise écologique en cours.

**Les exigences agro-techniques** (leur suivi, leur évaluation, leur approche globale sur tous les aspects de l'exploitation) ne passent pas auprès de la majorité de la profession : on a perdu les compétences profanes et empiriques, mais on n'a pas gagné en compétences scientifiques et gestionnaires.

**Les charges d'exploitation croissantes** sont accentuées par la dépendance des cheptels aux aliments importés.

**Le système de subventions basé sur la déclaration des moyens** et pas sur la production et la productivité empoisonne et dévoie la profession (en bovin, et de plus en plus en porcin aussi).

**Le marché dopé par la consommation touristique** n'est pas orienté vers l'autonomie alimentaire de l'île. L'appareil industriel surdimensionné pour répondre à cette demande touristique se tourne vers l'importation de la matière première et accentue la concurrence aux dépens de la production agricole corse.

**Le foncier demeure un sujet spéculatif et symbolique**, pas un facteur économique rationnel pour l'agriculture, la terre est trop chère.

**Il y a très peu d'organisations et pratiques collectives** (coopératives, AFP, outils communs) dans le secteur de l'élevage à la différence d'autres secteurs agricoles : c'est encore largement le règne des individualismes intouchables et toujours critiques à l'égard de toutes les institutions.

**Le monde de l'élevage est profondément désuni**, déstructuré par ses défiances internes, ses réflexes claniques. Aucun intérêt commun n'est parvenu à rassembler les différentes parties prenantes pour des remises en cause douloureuses mais partagées.

**Le changement climatique** aggrave les sécheresses, les zoonoses, la fragilité des écosystèmes (estives, maquis, forêt), et plus le temps passe plus la gestion et la remise en état des parcours (accès et réseaux, gestion de l'eau, gestion de l'espace, bergeries) devient difficile, voire impossible pour des exploitants individuels.

**En plaine, quelques systèmes d'élevage performants se sont développés**, mais sans relation avec la montagne et le pastoralisme, ni avec la production fourragère insulaire, très insuffisante.

## Tous d'accord pour sauver l'élevage en Corse, mais avec quelle vision rassembleuse de l'avenir ?

Vu de loin, il y a probablement deux modèles (ou « référentiels ») en tension au sein des mondes de l'élevage en Corse, qu'on dira, en simplifiant, l'un le modèle pastoral, l'autre le modèle productif. Ils se défient l'un de l'autre. Ils se pensent parfois comme culturellement irréconciliables. Ils s'exposent facilement au clivage idéologique entre tradition et productivisme. Ils investissent les institutions structurantes au risque de les opposer. Et pire encore, ils territorialisent leurs oppositions en faisant comme si les différents espaces agricoles de l'île pouvaient adopter l'un de ces deux modèles contre l'autre. Et pourtant aucun de ces modèles ne fonctionne réellement, à défaut de montée en performances.

Il n'y a qu'une Corse, avec ses montagnes et ses plaines, depuis toujours inséparables. Non seulement il n'y a pas la place pour des logiques rivales, mais tout montre que **ces deux modèles ne sont viables à long terme que l'un par l'autre**. Le pastoralisme sans agriculture de plaine, sans production fourragère et sans exploitations modernisées à la base, n'a aucun avenir économique. La logique de filières sans relation avec l'espace biologique et culturel corse, c'est-à-dire sans stratégie distinctive – et l'espace intérieur de la montagne lui est essentielle – ne trouvera pas sa place dans la concurrence mondialisée.

Si cette analyse à grands traits est globalement partagée, alors tout l'enjeu est d'aller vers une articulation technique, économique, écologique, culturelle, organisationnelle, territoriale et humaine entre :

- L'élevage en plaines, qui doit permettre **l' incontournable montée en puissance de la production corse en viande et en lait**, pour sortir de l'hyper-dépendance alimentaire de l'île, qui ne couvre que 4 % de ses besoins.
- L'élevage en montagnes, seul à même de permettre **que l'intérieur de l'île reste habité et vivant, en lien avec les autres leviers de développement** que sont la forêt, la richesse du patrimoine naturel et culturel, le tourisme durable et maîtrisé.

Dans cette perspective, tous les sujets seront à aborder (liste non exhaustive et non priorisée), dans l'objectif de dégager à partir d'eux quelques propositions opérationnelles les concernant :

- Système des primes conditionnelles
- Soutien à l'installation et au financement
- Ingénierie d'appui technique
- Résilience sanitaire
- Gestion de l'espace pastoral
- Gestion de l'eau
- Formation
- Recherche appliquée
- Circulation des expérimentations et innovations
- Organisation collective
- Gouvernance stratégique inter-institutionnelle
- Cadre d'évaluation et de pilotage stratégique
- Pluriactivité (ou pas)
- Lien élevage/forêt
- Régulation des prix à la production
- Marché foncier (question des baux, indivision, maîtrise foncière, ...)
- Solidarité de filière
- Développement et contrôle des AOP et IGP
- Projet de M.I.N
- ...

## Qu'est-ce qu'une « proposition concrète et opérationnelle » ?

Afin d'éviter toute production incantatoire lancée à la volée sans écho réel, on conviendra qu'une proposition doit s'énoncer par :

- Son objectif précis et sa traduction concrètement définie
- Le ou les acteurs qu'elle implique et le cadre par lequel elle propose de le/les mobiliser
- Les conditions (financières, de gouvernance, techniques, juridiques, politiques, ...) à réunir
- L'horizon de sa mise en œuvre et le scénario-calendrier de travail pour la faire advenir
- Le porteur et fédérateur qui doit l'animer
- Le/les destinataires auxquels sera adressé la proposition, dont on attendra la/les réponses